Extrait du SUD Éducation Lorraine - Académie de Nancy-Metz

http://sudedulor.lautre.net/spip/spip.php?article1147

L'Association des Régions de France (A.R.F.) et le démantèlement du service public d'éducation nationale.

ntèlement du service public d'éducation -
Date de mise en ligne : jeudi 14 novembre 2013

SUD Éducation Lorraine - Académie de Nancy-Metz

Les 14 et 15 novembre 2013, l'ARF, en partenariat avec le Conseil Régional de Lorraine, organise à Metz son 4ème colloque national « Jeunesse en Région ». Derrière les déclarations de bonnes intentions en direction de la jeunesse, l'ARF oeuvre surtout à faire pression pour accroître le transfert de compétences de l'Etat vers les Régions, en matière d'éducation notamment. En témoigne le dossier et la conférence de presse réalisés par l'ARF en septembre et titrés : « Rentrée scolaire 2013 , les régions et l'an I de la refondation de l'école »(1).

Des Régions plus puissantes qui :	**Une éducation nationale affaiblie car :**
définissent les cartes et **l'offre de formation** (y compris initiale en LP),	la territorialisation **attaque l'égalité républicaine sur le territoire national** ;
sont libres de **soutenir l'apprentissage** (y compris privé) **plutôt que la formation en LP**,	**les régions sont responsables de la disparition de nombreuses formations publiques en lycée professionnel** ;
pilotent le service public d'orientation et de formation « tout au long de la vie »,	**l'orientation et la formation ne se réduisent pas à l'insertion professionnelle** ! Pourtant les Régions les soumettent au seul marché local de l'emploi, reléguant au second plan les aspirations et besoins des jeunes ;
prennent en charge le problème du **décrochage scolaire**,	le décrochage est un problème scolaire, qui doit être pris en charge par l'éducation nationale pour réconcilier les élèves avec l'école. **Une insertion professionnelle précoce ne saurait en aucun cas constituer une solution** ;
participent à l'élaboration des contrats d'objectifs des lycées généraux, technologiques et professionnels,	leur participation à l'élaboration des contrats d'objectifs constitue une ingérence des Régions dans les projets et le fonctionnement pédagogiques des lycées ;
oeuvrent à l'introduction de **toujours plus de numérique à l'école** (manuels numériques, ENT, télé-enseignement...), quand par ailleurs les moyens humains manquent cruellement.	le numérique à outrance transforme en profondeur les méthodes d'enseignement, alourdit et dégrade le travail des professeurs. Tout cela n'est pas dans l'intérêt des élèves mais seulement dans celui de quelques entreprises qui voient un marché juteux s'offrir à eux avec de l'argent public. Il s'agit bien là d'une **marchandisation et d'une privatisation déguisée et rampante d'une partie du système éducatif.**

...Voilà l'aboutissement de l'action menée par l'ARF et dont elle se réjouit, ayant trouvé une oreille attentive autant chez Sarkozy que chez Hollande pour poursuivre les projets néo-libéraux à l'oeuvre depuis les années 80. De ce point de vue, la politique conduite par le Conseil Régional de Lorraine ces dernières années est tristement symptomatique : 4 fermetures de lycées professionnels (Charmes, Guénange, Auboué, Moyeuvre-Grande), d'autres appelés à suivre. Comment on est-on arrivé là ? Sûrement pas par une baisse naturelle du nombre d'élèves, comme on veut nous le faire croire. Mais bien par des politiques d'étouffement volontaire des lycées professionnels et de favorisation de l'apprentissage, conduisant à des suppressions de postes, à des fermetures d'établissements, à la disparition de formations de certains départements, et, dommage collatéral, à ce que certains élèves sortent sans qualification du système scolaire. Le cas du lycée professionnel de Charmes est un exemple effarant tant des politiques à l'oeuvre que de l'hypocrisie des élus locaux : http://sudedulor.lautre.net/spip/spip.php?article973 .

Les politiques de fond conduites par les Régions remettent petit à petit mais gravement en cause ce qui est pourtant fondamental pour la jeunesse : un service public d'éducation nationale. Ici aussi, derrière les déclarations de bonnes intentions, les décisions concrètes prises par nos élus obéissent aux voeux du patronat : démantèlement de l'état social, du service public et de la fonction publique, soumission au marché, privatisation et marchandisation rampantes. SUD Education Lorraine s'oppose à ce que les Régions mettent la main sur l'enseignement (même professionnel). L'éducation doit rester un service public national, assuré pas des fonctionnaires d'État. Elle doit servir à émanciper les jeunes, pas à les soumettre au marché de l'emploi !

---

(1)http://www.arf.asso.fr/wp-content/uploads/2013/09/ARF_DossierPresse2013_OK_BD.pdf

Post-scriptum :

Communiqué de presse en version PDF :

Copyright © SUD Éducation Lorraine - Académie de Nancy-Metz